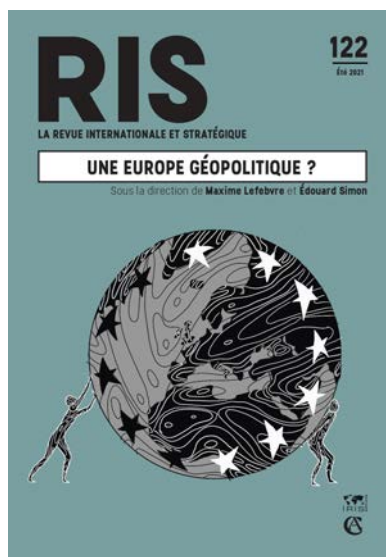


LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE N°122

UNE EUROPE GÉOPOLITIQUE ?

Dossier sous la direction de Maxime Lefebvre et Édouard Simon

EN LIBRAIRIE LE 23 JUIN 2021

EN VENTE DÈS À PRÉSENT SUR WWW.IRIS-FRANCE.ORG

Si l'Union européenne (UE) s'est depuis longtemps dotée d'une politique étrangère et d'une politique de sécurité et de défense communes, c'est dans la période la plus récente qu'elle a pris véritablement conscience de la nécessité d'une affirmation géopolitique. Diverses crises, notamment au cours des dix dernières années, sont venues rappeler que ce projet à visée d'abord interne ne pouvait faire l'impasse sur le monde extérieur, et que cette intégration, qui s'est avant tout pensée comme la fin de puissance, ne pouvait faire l'économie des rapports de force. Ursula von der Leyen a ainsi évoqué une « Commission géopolitique » à son arrivée à la tête de l'exécutif européen, après les élections européennes de 2019. Le président du Conseil européen, Charles Michel, et le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ont repris le concept d'« autonomie stratégique » européenne. Au moins au niveau des mots, l'Europe cherche donc à parler le langage de la puissance. Mais où en est-on de ces ambitions ? Que signifie une « Europe géopolitique » ? À la veille de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et de la présidence française de l'Union européenne, ce numéro de *La Revue internationale et stratégique* appréhende la question en plusieurs dimensions : le débat sur l'autonomie stratégique, le positionnement de l'Europe dans la compétition géopolitique des puissances, la défense, la relance économique, la dimension externe du pacte migratoire, ainsi que la question de la démocratie.

La distance d'une frontière

L'affirmation de l'Europe en tant qu'acteur géopolitique s'explique d'abord par des facteurs externes : « printemps arabes », pression migratoire, politique de voisinage, terrorisme, etc., dans un ordre international désormais structuré par la rivalité entre les États-Unis et la Chine, et caractérisé par l'activisme renouvelé de puissances comme la Russie et la Turquie. Le réveil géopolitique de l'Union européenne est ainsi provoqué par ses voisins, « non pas parce qu'ils veulent nous tendre un miroir, mais parce qu'ils peuvent briser les fenêtres que nous avons voulu ignorer, ce qui renvoie à la distance même d'une frontière, qu'elle soit territoriale ou matérielle ». Si la pandémie de Covid-19 a constitué un nouvel élément de cette prise de conscience, par les Européens, de leur « vulnérabilité et leur solitude géopolitiques en temps de crise » (Luuk van Middelaar), l'Union européenne « a [bien] un rôle à jouer en tant que puissance d'équilibre » et dispose d'atouts qui peuvent lui permettre d'être « un partenaire stratégique aux yeux des grands » (Sylvie Bermann).

Une Europe unie et autonome ?

Mais, dans ce contexte, le projet européen a besoin de nouveaux horizons. Ainsi de l'autonomie stratégique, censée lui insuffler un nouvel élan et constituer une forme de « nouvelle frontière » permettant à l'Union européenne de dépasser la multiplicité de crises auxquelles elle fait face. Or cette notion peine à rallier l'ensemble des États membres, tant la question de la défense européenne, qu'elle sous-tend, demeure un vif sujet d'opposition (Maxime Lefebvre et Édouard Simon). Les initiatives en la matière se multiplient néanmoins depuis 2014, notamment via une dimension budgétaire plus ambitieuse et une stratégie globale de planification de défense au niveau européen. Elles continuent toutefois de se heurter à des questions inhérentes au projet européen : fragmentation de l'industrie de défense, relations avec les États-Unis et l'OTAN, sans oublier celle, fondamentale, de savoir contre qui et contre quoi l'Union européenne se défend-elle (Frédéric Mauro). Le plan de relance européen, doté de 750 milliards d'euros pour répondre à la crise de Covid-19, ambitionne-lui aussi de renforcer l'intégration et la souveraineté européennes. Comme il s'agit de « permettre la conversion de l'économie européenne à la fois à la révolution digitale et à la neutralité carbone », « l'actuel projet économique proposé par la Commission européenne apparaît comme une tentative de réinvention d'un modèle économique, industriel et même social plus original et plus proche des valeurs européennes » (Sylvie Matelly). Autre dispositif, le nouveau pacte sur l'asile et la migration suscite également débats et controverses, notamment, sur « l'idée de créer un lien de conditionnalité entre la coopération en matière de réadmission et la politique des visas ». Normaliser la réadmission dans les relations extérieures de l'Union européenne suppose une réflexion sur les rapports d'interdépendance entre acteurs étatiques, surtout avec des



Contact Presse :

Gwenaëlle SAUZET
01.53.27.60.87
06.60.76.42.53
sauzet@iris-france.org

pays tiers dont certains sont aujourd'hui « en mesure de capitaliser sur leur position stratégique vis-à-vis de certains États membres » (Jean-Pierre Cassarino).

Qu'est-ce que l'Union européenne ?

Ces interrogations rejoignent celles, plus larges, autour de la nature même du projet européen. L'ordre politique européen est d'abord intrinsèquement lié son modèle économique : « L'histoire de la construction européenne est celle d'un renforcement constant de son cours libre-échangiste, puis néolibéral ». Cet accent sur la dimension économique et le déficit démocratique qui en découle peuvent rendre l'Union européenne bien mal armée pour faire face aux défis de la période, et par conséquent pour s'affirmer comme un acteur géopolitique (Didier Billion et Christophe Ventura). Une fois encore, donc, « le réveil géopolitique de l'Europe ne peut guère lui être imposé que de l'extérieur, et contre son gré », là où le projet de paix européen n'a finalement pas de raison de s'étendre au-delà des frontières européennes. Dans un système international où les États se confrontent et exposent les vulnérabilités des uns et des autres, l'Europe, qui ne peut s'envisager comme son centre de gravité politique, « est-elle capable de réinventer une forme du politique à rebours des impérialismes géopolitiques, conquérants et destructeurs du passé, tout en parvenant à défendre ses intérêts propres ? » (Olivier de France). ■

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE N°122

UNE EUROPE GÉOPOLITIQUE ?

Dossier sous la direction de Maxime Lefebvre et Édouard Simon

> > > > EN LIBRAIRIE LE 23 JUIN 2021
EN VENTE DÈS À PRÉSENT SUR WWW.IRIS-FRANCE.ORG